

INTRODUCTION

Femme et famille dans l'assistance sociale en Amérique latine

Une RECONFIGURATION du pacte social ?

Robert CABANES

*Ancien directeur de recherche émérite de l'Institut
de recherche pour le développement (IRD)*

Les chapitres figurant dans cette première partie paraissent illustrer une tendance assez généralisée de l'évolution des politiques économiques et sociales actuelles dans le monde hyperlibéral contemporain, dont l'Amérique latine fait totalement partie, même si quelques-uns de ses gouvernements sont à gauche. La particularité de ces politiques s'inscrit dans ce paradoxe apparent.

Tout d'abord les auteurs mettent en parallèle de manière plus ou moins explicitée, la mise en œuvre des politiques sociales contemporaines avec le désintérêt, ou l'impuissance, manifeste concernant les politiques publiques du travail et de l'emploi. Ce dernier domaine paraît relever de fait de l'économie et du capital mais pas de l'État. Ce dernier cherche à cacher son impuissance ou bien la déclare et de toute façon se désengage. Par la même démarche il se désintéresse de la majeure partie de la main d'œuvre salariée qui est masculine. À la place, en compensation, l'État développe des politiques sociales ciblées sur certaines catégories de population d'une part ; et, d'autre part, ces politiques s'adressent explicitement et quasi-exclusivement aux femmes. Ces deux traits sont au fondement des changements sociaux actuels, qui semblent indiquer l'émergence d'un nouveau modèle.

Ainsi sont ciblées les familles pauvres les plus aptes à « s'en sortir », ni trop jeunes parce qu'encore capables de rebondir seules, ni les trop

âgées proches de la disparition, ni les handicapées, non rentables. Par ailleurs sont examinées au peigne fin et dans le même esprit les familles où il n'y a qu'une personne dans le couple, et sont éliminées celles où l'homme ou bien la femme a déjà pris sa place « comme un homme » sur le marché du travail. S'exerce, dans tous les cas, le principe de l'efficacité économique (la réduction des coûts) relié à celui de l'efficacité politique indépendamment d'autres considérations de l'ordre de l'universalité des besoins, ou d'un autre ordre éthique, social ou moral.

Par ailleurs les femmes sont systématiquement désignées comme réceptrices de l'assistance. En tant que mères et épouses susceptibles, mieux que les hommes qui sont censés montrer plus de détachement en relation à la famille, d'assurer la survie, de remettre en marche ou d'améliorer le niveau de vie de la famille.

Dans la foulée de ce processus, se met en place un « dispositif néo-familialiste » où la femme devient avec l'appui de l'État, la « maîtresse et patronne » de la vie privée, qui doit fonder, par sa relation avec les pouvoirs publics, une sorte de « maternalisme public » selon l'expression de C. Rojas et de B. Marques-Pereira, où la responsabilité féminine est censée compenser le désengagement des pouvoirs publics en matière d'emploi et d'économie. Ce maternalisme public fait de l'assistance sociale, une fonction principale de l'État, à laquelle s'associent « les femmes » (individus, mouvements, ONGs, ou le genre en tant que tel, c'est selon) en laissant au capitalisme seul le soin de gérer le travail et les droits qui lui sont rattachés, et de diriger l'économie. Cet aspect de la mondialisation devient particulièrement inquiétant puisque les instances de décision politique sont seulement déterminées par l'intérêt économique et l'esprit de guerre plus ou moins affiché qui l'accompagne.

S'opère une essentialisation du genre féminin responsable des familles. La famille bisexuelle ou hétérosexuelle n'est plus qu'une forme comme une autre, en décroissance. La vulnérabilité est à la charge des femmes. La responsabilité masculine n'existe que dans l'espace du travail, de la sécurité sociale officielle si elle existe encore ; autant dire qu'en ces périodes prolongées de chômage et de précarisation de l'emploi, elle ne peut que se restreindre comme peau de chagrin. Alors que dans l'assistance sociale destinée aux classes populaires, la gestion du *care* (assurée par la femme et encadrée par l'État) est considérée comme un travail qui dispense d'en chercher un autre : comme l'avance R. Lo Vuolo, plus la femme est responsable (fait preuve de « cuidado », d'attention, ou de « care ») plus elle reçoit assistance et protection. L'argent est pour elle : elle se

substitue symboliquement et/ou effectivement à l'homme « provedor » (fournisseur, pourvoyeur principal). L'État, devenu « féministe », sauve, tente de sauver, ce qu'il a laissé détruire par l'économie et le capitalisme. Il soutient une reproduction sociale qui s'appuie sur les fondements d'une société civile qu'il ne contrôle pas.

Ce focus des politiques mis sur les mères, éventuellement épouses, date de la fin des années 1990 et du début des années 2000 selon les pays, bien que ses racines remontent beaucoup plus en arrière, dès la période de l'après-guerre (même si ensuite ces pays ont dû se débrouiller seuls et ont repris ces politiques à leur compte, sous d'autres facettes). Elles renvoient aux grands organismes internationaux de l'après-guerre qui ont contribué à mettre en place un nouvel ordre mondial, et de nouvelles médiations « politiques ». Ce focus se définit, se précise et se perfectionne avec le temps : le souci de la bonne relation entre les femmes assistées et celles qui les assistent, qu'elles soient fonctionnaires publiques ou bénévoles d'ONG charitables, s'élabore dans la construction et le partage d'une même idée de bonne gouvernance réciproque. La gouvernabilité optimale suppose que les assisté.e.s doivent se féliciter de la responsabilité de l'État, qu'ils-elles ne peuvent dénier sa respectabilité, et que cette respectabilité est en même temps inséparable du respect de soi.

C'est cet esprit qui règle dorénavant les projets et perspectives des acteurs macro et micro, et c'est à l'aune de leurs défaillances respectives ou communes que sont appréciés les difficultés et les échecs des politiques spécifiques. Ainsi des études de R. Enríquez et E.C. Hernández & E. K. V. Garnica, sur la gestion de la vieillesse au Mexique : le système de protection informel des familles devient insuffisant pour les situations de dépendance moyenne ou avancée (l'espérance de vie a augmenté, surtout chez les femmes, les familles se sont rapetissées numériquement et les solidarités de voisinage estompées). L'État n'a pas su anticiper le phénomène et ne le prend donc en charge qu'occasionnellement ou ponctuellement (l'assistance à la vieillesse ne fait pas partie des actions rentables), alors que l'ampleur du problème exigerait tant une redéfinition des politiques urbaines qu'une refonte du droit social.

Et lorsque l'analyse prend en compte l'action articulée de tous les acteurs des politiques sociales, comme le fait Yumi Garcia dos Santos, on observe une fluidité des représentations et des perspectives partagées par tous ces acteurs : pouvoirs publics, responsables et acteurs de terrain des Eglises pentecôtistes, familles et femmes assistées. La famille et le foyer – objets du *care* – deviennent d'autant plus prioritaires, essentiels,

que l'emploi est absent. Et même, puisque l'espoir fourni par les études reste lointain et problématique, il n'y a de possibilité de futur qu'en se reportant à la génération suivante. Au niveau public (État), comme au niveau des mères, l'espoir est décalé sur l'avenir, principalement des filles, grâce aux études. Et lorsque l'homme (mari ou fils) flanche, on essaye de le cacher, mais l'inverse est également vrai, si c'est la femme (mère ou fille) qui flanche.

Une famille nouvelle se dessine, à la rencontre des politiques publiques et du mouvement d'émancipation féminine, très largement matricentrée, qui s'articule sur la coupure entre une politique économique du chômage et une politique sociale de l'assistance : l'homme se débrouille comme il peut en relation à sa famille ; en parallèle, la femme devient l'administratrice du *care* dans une famille qu'elle contrôle totalement mais pour laquelle elle endosse aussi toute la responsabilité, en dernier ressort. Mais au fond et pour l'ensemble des sociétés ou des nations, ce qui se déploie avec force actuellement, c'est l'idée qu'il n'est plus possible de penser les politiques sociales en fonction de l'emploi, qu'il est impossible de modifier en quoi que ce soit les politiques économiques du capital. Nous sommes pris, comme l'a exprimé Foucault, dans un « régime de vérité » particulier : il n'y a ni origine ni cause à la pauvreté, elle est inéluctable, il faut faire avec. La gestion du travail et de l'emploi est considérée comme un facteur sur lequel la société n'a pas de prise, non discutable, hors société donc. En ce sens il n'y a pas de pacte social ni pensable ni possible. À moins que l'on considère que ce nouvel « empowerment » féminin puisse être une reconfiguration du pacte social. Ce qu'on ne peut soutenir à notre sens puisque si « empowerment » il y a, il se fait sur fond d'une perte de puissance considérable des classes populaires. Cet approfondissement du dualisme dans nos sociétés s'effectue lentement et puissamment sans qu'aucune régulation d'ordre politique ou éthique ne soit capable d'imposer des normes à la marche en avant du capital.

Cabanes Robert. (2017).

Femme et famille dans l'assistance sociale en Amérique Latine : une reconfiguration du pacte social ? : introduction de la première partie.

In : Destremau B. (ed.), Georges Isabel (ed.). Le "care", face morale du capitalisme : assistance et police des familles en Amérique latine. Bruxelles : Peter Lang, p. 57-60.

(Action Publique ; 15). ISBN 978-2-8076-0534-3.